

AFRIQUE

FOCUS NIGERIA

Sur les questions pétrolières et gazières, il y a eu bien peu d'avancées depuis l'arrivée au pouvoir de Goodluck Jonathan,

déclare au PGA Philippe Sébille-Lopez,
directeur de **Géopolia**

- ▶ *La capacité de nuisance des "irréductibles" du MEND est très inférieure à celle de ce mouvement jusqu'au premier semestre 2009.*
- ▶ *Le gouvernement et le MEND ont intérêt à prolonger l'amnistie de 2009.*
- ▶ *Goodluck Jonathan n'a pas pu répondre aux attentes des populations du delta du Niger, qui sont immenses.*
- ▶ *Dans le secteur électrique, il y a bien eu quelques avancées récentes en termes de hausse des capacités de production mais on reste loin du compte pour la production effective.*

(Ci-dessous le texte d'une interview de M. Philippe Sébille-Lopez, directeur-fondateur de **Géopolia**, un cabinet de conseil en géopolitique créé en 1995 et basé à Boulogne, près de Paris. Philippe Sébille-Lopez est docteur en géopolitique (Ph D). Il est consultant en géopolitique et intelligence économique spécialisé sur les pays producteurs d'hydrocarbures. Il est notamment l'auteur de "*Géopolitiques du pétrole*", paru en 2006 aux Editions Armand Colin à Paris. Contact : philippe.sebille@geopolia.com).

Pétrole et Gaz Arabes : *Le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) a menacé au début avril de reprendre les attaques contre les infrastructures pétrolières après la condamnation de leur ancien leader, Henry Okah, en Afrique du Sud. Faut-il prendre cette menace au sérieux ou y a-t-il une grande part de bluff dans de telles déclarations ?*

■ **Philippe Sébille-Lopez :** Pour répondre à cette question il convient d'abord de revenir sur les rapports de force en présence dans le delta depuis l'amnistie et les motivations des uns et des autres. L'amnistie d'octobre 2009, offerte par le président Yar'Adua, a d'abord permis à plus de 20 000 militants supposés officiellement enregistrés de disposer d'un revenu mensuel. Au regard des opérations conduites par le MEND entre 2006 et 2009 dans le delta, ce chiffre de militants semble toutefois très nettement supérieur au nombre de militants réellement actifs dans cette zone sur cette période, quelles que soient les estimations prises en compte. Il inclut probablement beaucoup de militants de la dernière heure, qui ont vu dans l'amnistie un moyen d'échapper à la pauvreté frappant les populations du delta.

Mais d'autres militants, plus fidèles à leurs objectifs politiques initiaux, ont refusé l'amnistie. Bien que très minoritaires, ce sont ces "irréductibles" qui, aujourd'hui encore, menacent de reprendre les attaques contre les infrastructures pétrolières. La principale

revendication du MEND, à savoir un meilleur partage des revenus pétroliers au profit des Etats fédérés producteurs ainsi qu'une meilleure redistribution des recettes pétrolières en direction des populations des zones de production, n'a en rien été satisfaite. Dans le système mis en place depuis l'an 2000, en vertu du principe de dérivation, les Etats producteurs de pétrole reçoivent 13% des revenus pétroliers avant toute répartition au profit du gouvernement fédéral et de l'ensemble des Etats et gouvernements locaux de la fédération nigériane. En fait, quatre des neuf Etats producteurs de pétrole, les plus gros producteurs, en récupèrent les trois quarts. Le taux afférent au principe de dérivation a fait l'objet de différentes modifications au fil du temps, passant de 50%, de 1960 à 1975, à 1% dans les années 1980, puis 3% dans les années 1990. On peut donc comprendre les revendications du MEND qui demande une revalorisation de ce taux à 25%, voire plus.

Dans un calcul financier assez simple, le gouvernement a donc choisi d'être très généreux dans le cadre de l'amnistie présidentielle. Le gouvernement a en outre mandaté plusieurs anciens commandants du MEND, qui ont constitué des sociétés privées de sécurité et intégré ainsi une partie de leurs anciennes troupes amnistiées pour assurer la sécurité dans le delta. Là encore le gouvernement a été très généreux.

Si la topographie du delta et la dispersion des infrastructures de production dans certaines parties de cette zone rendent des attaques toujours possibles, il n'en demeure pas moins que les effectifs et les moyens d'action des "irréductibles" du MEND sont bien amoindris et qu'à l'inverse les forces de sécurité, régaliennes et privées, sont beaucoup plus présentes. Mais leur présence se concentre sur le delta, ce qui n'empêche pas une recrudescence des actes de piraterie contre des navires d'approvisionnement des compagnies pétrolières ou des tankers au large des côtes nigérianes et au-delà dans le golfe de Guinée. *Business as usual*, serait-on tenté de dire, pour les uns comme pour les autres.

Sans parler tout à fait de bluff, s'agissant des menaces proférées à l'encontre des infrastructures pétrolières au début avril 2013, puisque des attaques ponctuelles restent toujours possibles mais sans comparaison avec le pouvoir de

**Le gouvernement a été très généreux
dans le cadre de l'amnistie présidentielle
accordée aux membres du MEND**

nuisance atteint par le MEND jusqu'au premier semestre 2009, j'aurais tendance à parler de déclarations politiques avec une double finalité: à destination des militants "irréductibles", d'une part, qui doivent s'interroger sur la stratégie de leurs leaders depuis maintenant plus de trois ans, et, bien sûr, en direction du gouvernement, d'autre part, dans la poursuite de leur confrontation, suite à la condamnation d'Henry Okah en Afrique du Sud à laquelle ils devaient par ailleurs bien s'attendre.

Mais, si l'on considère les déclarations du MEND qui ont suivi la mi-avril 2013, avec des menaces de s'en prendre cette fois à des mosquées et à des musulmans pour défendre les chrétiens, on peut légitimement s'interroger sur la stratégie et les priorités des actuels leaders de ce mouvement. Les activistes du MEND sont certes majoritairement de l'ethnie **Ijaw** et, donc, largement chrétiens à supposer qu'ils aient des convictions religieuses. Mais, sauf à envisager une sécession du sud chrétien d'avec le nord musulman, l'agenda politique du MEND semble pour l'heure assez confus et bien elliptique à l'image de ses propres moyens d'action. Le MEND a perdu avec l'amnistie la plupart de ses chefs de guerre. Parmi ceux-ci, certains avaient de

longue date des liens avec les réseaux politiques en place dans les principaux Etats producteurs de pétrole du delta, d'où leurs capacités financières initiales à recruter et à payer des militants. Il est clair que les "irréductibles" du delta ne disposent plus de ces mêmes moyens. Ils ont certes pour eux une conviction idéologique supérieure aux factotums amnistiés, mais sans les moyens financiers dont disposaient ces derniers, d'où des effectifs probablement sans commune mesure. Ils peuvent donc certes continuer à nuire très ponctuellement, mais à un niveau bien inférieur à ce qu'à connu le delta entre 2006 et 2009.

PGA : *De façon plus générale, estimez-vous que l'amnistie de 2009 a vécu ou alors que les parties concernées ont encore intérêt à la faire durer ?*

■ **P. S.-L. :** Dès lors que le système de redistribution des revenus pétroliers n'a pas été modifié à l'échelle de la Fédération, les bénéficiaires de l'amnistie, aussi bien les militants amnistiés, qui semblent à présent bien loin de leurs revendications initiales, que le gouvernement, qui n'a rien cédé et réalise un plan sécuritaire et, à moindre frais, une forme d'investissement productif, ont tout intérêt à la faire durer.

Du côté des militants amnistiés et surtout pour leurs principaux leaders, les avantages ont été nombreux et comme toujours difficilement vérifiables. Les finances publiques nigérianes conservent, malgré les contrôles parlementaires ou autres, une certaine opacité. Un cadre de la **Nigerian National Petroleum Corporation** (NNPC), la compagnie pétrolière nationale, qui détient des participations de 60% dans les joint-ventures pétrolières opérant dans le delta, déclarait, selon un article du *Wall Street Journal* (WSJ) d'août 2012, que la NNPC versait annuellement aux anciens commandants du MEND, reconvertis en patrons de sociétés de sécurité, presque \$40 millions par an. Le *WSJ* détaillait ainsi les paiements aux principaux anciens commandants du MEND et dans l'ordre: Government Tompolo, Dokubo-Asari, Boyloaf et Ateke Tom toucheraient respectivement annuellement de la NNPC \$22,9 millions, \$9 millions et \$3,8 millions pour chacun des deux derniers, ceci pour protéger les pipelines et infrastructures de la compagnie. Du côté de la NNPC, personne n'a voulu répondre à ces allégations. Aucune réponse non plus du côté du **bureau présidentiel de l'amnistie** (*Presidential Amnesty Office*), qui s'est contenté de répondre que son administration n'était pas concernée par ces paiements. Mais ceci n'est qu'une partie des coûts liés à l'amnistie. Dans le budget 2012 du gouvernement fédéral, les crédits alloués à ce programme s'élevaient à environ \$450 millions. Il faut aussi rappeler que certains de ces commandants du MEND avaient, par le passé et avant de rejoindre le mouvement, tissé des liens très étroits avec d'anciens gouverneurs d'Etats pétroliers du delta, notamment en période électorale. Plus récemment, en 2011, Dokubo-Asari a soutenu la candidature de Goodluck Jonathan pour les élections présidentielles d'avril.

Pour le supposé militant de base, non reconverti dans la sécurité, le gouvernement a été aussi très généreux. Les amnistiés recevaient 65 000 nairas par mois (environ \$430), soit un vrai cadeau si l'on considère que le salaire minimum dans la fonction publique nigériane est officiellement passé à 18 000 nairas par mois en 2011. Pour d'autres, c'était insuffisant, le trafic du brut restant bien sûr plus rémunérateur.

Côté gouvernemental, le calcul est simple si l'on se souvient qu'au premier semestre 2009, au plus fort des attaques du MEND contre les infrastructures pétrolières, les pertes liées à la baisse de la production pétrolière et aux coûts des réparations sur les installations détruites se chiffraient à plusieurs centaines de millions de dollars par mois. Malgré le nombre important de bénéficiaires de l'amnistie, et même en y ajoutant le coût prohibitif des services des anciens commandants du MEND pour la NNPC, les comptes sont vite faits pour l'Etat nigérian.

Par ailleurs, et toujours vu du côté gouvernemental, confronté aux activistes de **Boko Haram** au nord du pays, il est important de conserver une sécurité relative dans le delta, même si cette dernière est loin d'être totale. Malgré un renforcement de ses moyens d'actions ces dernières années, la marine nigériane n'est toujours pas en mesure d'assurer la sécurité des côtes nigérianes, ni même dans la mangrove. Certains parlent même, depuis bien des années, de complicité entre la marine et différents réseaux criminels (trafiquants de brut, piraterie, enlèvements, etc.).

Du côté des "irréductibles" du MEND, la baisse de leur capacité de nuisance, suite à l'amnistie, suppose au mieux une redéfinition de leur stratégie en fonction de leurs moyens opérationnels, mais aussi de la mobilisation et de l'ardeur plus ou moins réelle que l'Etat nigérian mettra à les poursuivre dans le delta, via ses forces de sécurité très polymorphes... Sur ces deux plans, bien des questions demeurent. Enfin, l'amnistie de 2009 et les conditions financières favorables accordées à ses bénéficiaires pourraient alimenter un flot de nouvelles recrues dans les rangs des "irréductibles" du MEND, à la recherche d'une nouvelle généreuse amnistie, créant de fait un vrai fossé entre les motivations profondes des uns et des autres, ce qui affaiblirait encore plus le mouvement.

Pour toutes ces raisons, l'amnistie de 2009 aurait tout lieu d'être prolongée.

PGA : *Au-delà du MEND, on constate un regain de tension dans le delta dans la période récente. Certains estiment que l'Etat fédéral, qui fait face à la menace de **Boko Haram** dans le nord du pays, n'a pas forcément les moyens de se battre sur ces deux fronts en quelque sorte. Qu'en pensez-vous ?*

■ **P. S.-L.** : Les deux situations, au nord et au sud, sont bien sûr très différentes. Toutefois, contre le terrorisme islamiste de Boko Haram, il semble peu réaliste d'envisager une solution militaire. La stratégie de la confrontation adoptée par le gouvernement Yar'Adua en juillet 2009, le président étant il est vrai déjà bien malade à l'époque, n'a fait que disperser et donc renforcer, en étendant son rayon d'action, la menace potentielle constituée par ce groupe.

Comme dans le delta avec le MEND, et malgré les revendications bien différentes des deux groupes, la seule solution, au moins provisoirement et malgré sa difficulté, devra être politique s'agissant surtout de Boko Haram. Le caractère confessionnel et totalement inacceptable de l'extension de la Charia à l'ensemble du territoire nigérian, au moins pour les Etats majoritairement chrétiens au sud, rejoint à certains égards le caractère tout aussi inacceptable, mais cette fois pour des considérations strictement financières, des revendications du MEND, qui risquaient de remettre en cause l'équilibre économique et budgétaire déjà précaire de nombreux Etats de la Fédération, notamment dans les Etats majoritairement musulmans du nord.

D'un point de vue strictement militaire, les menaces du MEND sur le delta, pour les raisons déjà évoquées, sont sans commune mesure avec le défi posé aux forces de sécurité au nord par Boko Haram. La dispersion et les actions de Boko Haram au nord, vu l'extension de leur rayon d'action et leurs connexions, notamment au-delà du territoire nigérian, rendent la mission des autorités nigérianes quasi impossible, par delà la brutalité totalement contre-productive de ces mêmes autorités dans leurs actions sécuritaires, ceci depuis 2009.

**Il est peu réaliste d'envisager
une solution militaire contre
le terrorisme de Boko Haram**

La question n'est donc pas tant celle des capacités militaires nigérianes à gérer deux sources de déstabilisation aux causes bien différentes, mais davantage celle des aptitudes politiques du gouvernement à régler un problème confessionnel au nord, il est vrai de plus en plus délicat à mesure que ses ramifications extraterritoriales se développent, alors qu'au sud la question relève de l'économie politique. Quant aux actions ponctuelles de Boko Haram, elles sont pratiquement impossibles à prévenir, vu les différents *modus operandi* et la diversité des cibles potentielles.

La question des effectifs et moyens d'action de l'armée nigériane mérite bien sûr d'être posée, mais n'est-ce pas un faux problème ? Lors de l'accession au pouvoir d'Olusegun Obasanjo en 1999, parallèlement au retour à la démocratie, une certaine purge des effectifs militaires a été opérée par sa première administration, ramenant les effectifs des armées nigérianes de 140 000 à environ 80 000 personnels d'active, dont 62 000 pour l'armée de terre. Ce sont encore les chiffres officiels aujourd'hui. Cette réduction des effectifs n'a pourtant pas limité le cadre des interventions nigérianes sur différents théâtres d'opérations extérieures africaines depuis 1999, en Afrique de l'Ouest et au-delà. Encore aujourd'hui, plus de 3 000 soldats nigériens sont déployés depuis 2004 au Darfour soudanais dans le cadre de l'opération conjointe entre l'**Union africaine** et l'**ONU**, auxquels sont venus s'ajouter, entre février et mars 2013, 700 soldats nigériens déployés au nord Mali. Comment imaginer dès lors que les moyens militaires nigériens seraient trop limités pour gérer les deux crises, au nord et au sud ?

La réponse nous semble assez simple, même si elle peut paraître paradoxale. C'est précisément parce que les solutions militaires sont inopérantes au nord comme au sud du pays que l'armée nigériane peut continuer de se déployer sur des théâtres extérieurs. Au plan domestique, la stratégie militaire nigériane et celle des forces de sécurité en général consiste à frapper fort, notamment sur les populations abritant, dans un cas comme dans l'autre, les militants et/ou islamistes, ceci afin de les priver de tout soutien logistique local. Le caractère excessif et peu ciblé de ces violences pose bien sûr question en termes de résultat à plus long terme.

En clair, au nord comme au sud, l'Etat nigérian doit démontrer sa force contre les revendications des uns et des autres. On ne sera donc guère surpris de constater que certaines opérations de la **Joint Task Force** (JTF) dans le delta, avec des villages totalement détruits, présentent de curieuses similitudes avec ce qui se passe à présent au nord. Les 187 morts du village de Baga, à la mi-avril 2013, à l'extrême nord-est de l'Etat de Borno, près du lac Tchad, ne font que confirmer la seule et unique réponse possible délivrée par les autorités, malgré les différences de fond caractérisant ces deux problématiques. Mais, comme on l'a vu dans le delta, après l'échec du tout militaro-sécuritaire, vient le temps de la négociation politique et/ou de l'amnistie. Ce sera beaucoup plus difficile dans le nord, du fait des multiples composantes de la société musulmane nordiste, voire de l'émergence de différentes factions au sein même de Boko Haram, sans parler des compromissions plus ou moins avérées de certains acteurs avec le pouvoir en place, dans un pays dirigé pour l'heure par un président chrétien.

L'appartenance Ijaw de Goodluck Jonathan, sans surprise, n'a en rien permis le règlement définitif de la crise dans le delta; à l'inverse, ses accointances politiques indispensables avec certaines composantes du nord musulman sont aujourd'hui l'un des obstacles potentiels au règlement politique éventuel de la problématique Boko Haram.

De même, c'est le gouvernement d'un président musulman, Yar'Adua, ou plus exactement les forces de sécurité de ce gouvernement, qui ont choisi de mettre un coup de pied

dans la fourmilière de Boko Haram à Maiduguri à l'été 2009, après que Boko Haram eut mené plusieurs opérations d'envergure dans quatre Etats du nord à la fin juillet 2009. Alors que les activistes de ce mouvement pouvaient être encore jusqu'alors parfaitement identifiés et localisés, notamment pour beaucoup d'entre eux par leur tenue vestimentaire, cette offensive précipitée, qui correspondait par ailleurs à la visite annoncée de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton au Nigeria pour le 10 août 2009, s'est avérée au final totalement contreproductive, du fait de la dispersion et de l'entrée dans la clandestinité des adeptes du mouvement qui s'en sont ensuivies, après cet assaut des forces de sécurité contre le quartier général de la secte à Maiduguri.

Au Nigeria, l'identité ethnico-régionale et confessionnelle d'un président n'est pas si importante qu'il y paraît car il faut composer avec le reste du pays

Au Nigeria, l'identité ethnico-régionale et confessionnelle d'un président n'est pas si importante qu'il y paraît, sauf bien sûr pour les élections présidentielles, en termes d'affichage sur le ticket présidentiel. Après, les choses s'estompent et seul compte son réseau d'influence politique dans l'ensemble de la Fédération. Les forces militaires jouent quant à elles leur propre partition, avec la bénédiction du pouvoir politique qui les laisse souvent aux avant-postes, au nord comme au sud. Le pouvoir politique a trop besoin de l'armée, d'où son peu d'empressement à condamner certaines pratiques des forces de sécurité. Une commission d'enquête avec au final un rapport enterré et aucune sanction constitue l'extrême limite du pouvoir politique. Au pire, les sanctions peuvent se transformer en promotion.

Avec récurrence, au niveau politique, une certaine dynamique d'action à court terme semble l'emporter sur celle des résultats à long terme, notamment en raison de l'absence de stratégie et/ou de solution politique crédible aux problèmes posés, au nord comme au sud, aux gouvernements nigériens successifs.

*PGA : Originaire du delta, le **président Goodluck Jonathan** avait suscité quelque espoir au Nigeria et à l'extérieur du pays quant à sa capacité à améliorer la situation dans cette région clé en matière d'hydrocarbures. Cet espoir était-il justifié ?*

■ **P. S.-L.** : Pour répondre précisément à votre question s'agissant du delta, il faut d'abord repreciser certaines caractéristiques du système politique en place au Nigeria. Jonathan est un pur produit du système **People's Democratic Party (PDP)**, le parti qui contrôle et dirige le pays depuis le retour de la démocratie en 1999. Dans ce système, afin de rallier une majorité de suffrages lors de l'élection présidentielle dans au moins deux tiers des Etats de la Fédération pour être élu, il est indispensable d'avoir sur le ticket présidentiel un musulman du nord et un chrétien du sud. Cette formule, malgré quelques dérapages, fonctionne correctement pour le PDP depuis 1999. C'est en tant que vice-président de Umaru Yar'Adua que Jonathan a été, d'abord, président par intérim en 2010, suite au décès du président Yar'Adua, puis finalement président élu en avril 2011.

Par ailleurs, dans le système de rotation du pouvoir entre le nord et le sud au sein du PDP, aux deux mandats du sud (Obasanjo de 1999 à 2007) devaient succéder normalement deux mandats présidentiels pour le nord. Mais Yar'Adua, suite à son décès, n'a pu achever son premier mandat, normalement 2007-2011. Le président Jonathan s'est donc engagé à ne faire qu'un mandat de quatre ans, qui s'achèvera normalement en 2015. Sera-t-il prêt à renoncer,

comme il l'a affirmé, à un second mandat, au moment où les partis d'opposition au PDP, notamment nordistes, cherchent déjà, comme à l'accoutumée mais probablement en vain, une candidature unique de l'opposition au PDP pour l'emporter ? Rien ne permet de le dire.

Quant aux attentes liées aux origines "deltan" de Jonathan pour régler les problèmes du delta, il faut là aussi beaucoup nuancer le propos. Ancien vice-gouverneur et natif de l'Etat de **Bayelsa**, Jonathan a bénéficié de plusieurs concours de circonstances pour parvenir à la magistrature suprême. D'abord l'arrestation à Londres du gouverneur en titre de l'Etat de Bayelsa, Diepreye Alamieyeseigha, en septembre 2005, ce qui lui a permis, en sa qualité de vice-gouverneur, de récupérer le poste. Ce titre de nouveau gouverneur d'un Etat du sud pétrolier lui a ensuite permis, dans les tractations politico-confessionnelles orchestrées par Olusegun Obasanjo pour sa succession, dans le cadre de la préparation des élections présidentielles de 2007, d'être nommé vice-président sur le ticket du PDP, comme colistier du futur président nordiste élu Umaru Yar'Adua. En tant qu'éternel second, il avait été préféré à d'autres gouverneurs PDP plus en vue et plus puissants, dans des Etats beaucoup plus importants du sud pétrolier, mais volontairement écartés par Obasanjo, suite à des soupçons de corruption. La lutte anti-corruption peut dans certains cas devenir une arme politique au Nigeria. Tout dépend de qui tient le manche.

Cette nomination d'un Ijaw sur le ticket présidentiel avait aussi clairement pour but de calmer les revendications et actions du MEND qui sévissait déjà dans le delta depuis la fin 2005. Mais, ni en tant que vice-président, ni en tant que président, pas plus qu'avant, en tant que vice-gouverneur ou gouverneur de Bayelsa, Jonathan n'a réellement pu répondre aux attentes des populations de Bayelsa et, *a fortiori*, du delta, qui sont immenses. Le partage actuel de la rente pétrolière, revendication centrale du MEND, ne peut être modifié qu'à la marge, tant il est essentiel aux ressources budgétaires et à l'unité des 36 Etats fédérés et 774 gouvernements locaux de la Fédération nigériane.

Le *statu quo ante* demeure donc, Jonathan étant prisonnier de ses alliances politiques avec certains potentats locaux du nord, via le PDP, qui lui ont permis d'être élu en 2011. Ce sont ces mêmes soutiens nordistes, qui sont à présent, pour certains d'entre eux, la cible de Boko Haram dans plusieurs Etats musulmans du nord, surtout depuis l'élection présidentielle perdue par les partis nordistes en 2011.

Dans cette alchimie politique complexe entre nord et sud, l'appartenance ethnique et géographique n'est pas suffisante pour expliquer et comprendre les enjeux. Au niveau présidentiel, il faut toujours composer avec le reste du pays. C'est ce rapport de force interne qui est déterminant pour le pouvoir. Ceci explique pourquoi les espoirs fondés sur la présidence Jonathan étaient largement surévalués et donc injustifiés, au moins pour régler définitivement la question du MEND, et *a fortiori* celle de la pauvreté dans le delta, si cette dernière trouve par ailleurs un jour une solution.

C'est dans son propre Etat d'origine, Bayelsa, pourtant l'un des moins peuplés du pays du fait de l'importante superficie de la mangrove, ce qui confère par ailleurs aux agresseurs un certain avantage tactique, que différentes opérations du MEND ont d'ailleurs repris à la fin 2012. Au début avril 2013, ce sont 11 policiers de la Joint Task Force, sur un détachement de 50 hommes, qui ont été tués, à proximité de la creek d'Azuzuama, dans le gouvernement local "Southern Ijaw" de l'Etat de Bayelsa. Cet attentat, revendiqué par le MEND et perpétré à l'occasion des obsèques de la mère d'un militant, est un signe parmi d'autres. Il ne visait aucunement des infrastructures pétrolières mais invitait directement le gouvernement à prendre

au sérieux les menaces du MEND sur les infrastructures pétrolières d'après leur porte-parole. Là encore, la cible du jour semble assez loin de l'objectif officiellement affiché par le mouvement.

Autre signe du jeu politique permanent entre élites nigérianes du nord au sud, en mars 2013, le président Jonathan a accordé son pardon présidentiel (sorte d'amnistie présidentielle) à son ex-patron, l'ancien gouverneur corrompu de Bayelsa, Diepreye Alamieyeseigha, qui pourra dès lors postuler à de nouvelles charges publiques... Pour faire bonne mesure, plusieurs caciques du nord musulman ont bénéficié dans le même temps de la même mesure de clémence présidentielle, pour de tout autres motifs il est vrai, le tout avec l'aval du **Conseil d'Etat** (Council of State).

Enfin, l'ethnie Ijaw, la plus importante communauté ethnique vivant dans les régions pétrolières du delta, est elle-même divisée en de très nombreux clans. Les intérêts des uns ne coïncident pas toujours avec ceux des autres. Même un président Ijaw comme Jonathan est nécessairement plus proche de certains clans et, donc, potentiellement suspect pour d'autres clans. Pour toutes ces raisons, les espoirs placés en Jonathan pour régler les nombreux problèmes du delta étaient totalement injustifiés, dans son propre Etat comme *a fortiori* sur l'ensemble de la région pétrolifère du delta. Malgré quelques cadeaux offerts par les présidents en exercice à leur région d'origine, un constat déclinable à travers tout le spectre politique, au Nigeria et en Afrique, voire au-delà, la fonction présidentielle nigérienne contraint toujours au final à un certain équilibre entre nord et sud sur les questions essentielles. L'habit ne fait pas le moine...

PGA : *Depuis l'arrivée au pouvoir de Goodluck Jonathan, y a-t-il eu des évolutions importantes en termes de **politique énergétique** au Nigeria ?*

■ **P. S.-L.** : Pour répondre à cette question, il faut là encore prendre un peu de recul afin de bien mesurer l'évolution très lente des réformes dans ce secteur depuis bientôt quinze ans.

Sur les questions pétrolières et gazières, bien peu d'avancées. Le nouveau projet de loi pétrolière (**Petroleum Industry Bill**) est toujours en discussion au parlement depuis sa présentation à l'été 2008. Ce texte, lancé à l'initiative du président Yar'Adua, reste pour l'heure entre les mains du Congrès avec tous les problèmes qu'il véhicule. Le président Jonathan n'a en rien fait avancer ce dossier.

Dans le **secteur électrique**, il y a bien eu quelques avancées récentes en termes d'augmentation des capacités de production, mais on reste bien loin du compte en termes de production effective malgré certaines améliorations très récentes qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement à mettre au crédit du président Jonathan.

En effet, à l'image de l'aval du secteur pétrolier nigérian, le secteur de l'électricité au Nigeria est depuis longtemps victime de sa mauvaise gestion et d'une maintenance insuffisante; c'est un système déficitaire par essence que le pouvoir politique tente, avec plus ou moins de constance, de réformer dans le sens d'une privatisation depuis bientôt une dizaine d'années. Pourtant, en 1992, le pays était presque fier de disposer d'une production d'électricité de pointe de 3 500 MW pour une capacité installée de 6 000 MW. Mais, 20 ans plus tard, le pays cherche toujours à atteindre les 6 000 MW de production effective, un chiffre pourtant annoncé depuis des années par les trois présidents qui se sont succédé au pouvoir depuis le retour de la démocratie en 1999. Début 2010, la production effective oscillait encore entre 1 700 MW et 2 800 MW. Plus récemment, après un pic de production à 4 500 MW en décembre 2012, la production

retombait en avril 2013 à 3 500 MW alors que les capacités de production installées sont aujourd'hui autour de 8 600 MW, suite aux nombreux projets de centrales électriques réalisés ces huit dernières années.

Pour les 160 millions de Nigériens, ce piètre résultat est à comparer aux 52 000 MW de capacité installée au profit des 50 millions de Sud-Africains. Ce chiffre ne met d'ailleurs pas l'Afrique du Sud à l'abri de sérieuses pannes électriques faute de production suffisante à certaines périodes de l'année, notamment durant l'été austral. En consommation électrique par habitant, le Nigeria figurait en 2010, selon la **Banque mondiale**, avec 136 kWh par habitant, parmi les dix derniers pays d'un classement mondial regroupant 135 pays. Le Nigeria se plaçait derrière le Gabon (1 004 kWh/h), le Ghana (297 kWh/h), le Sénégal (195 kWh/h) ou le Kenya (156 kWh/h) et très loin derrière l'Afrique du Sud et ses 4 008 kWh/h. Une sorte de paradoxe pour le Nigeria, premier producteur de pétrole d'Afrique depuis des décennies et premier exportateur de GNL du continent depuis plusieurs années.

Car, malgré la réforme visant, dès 2003, l'opérateur historique, la compagnie nationale d'électricité, la **National Electric Power Authority (NEPA)**, en situation de monopole d'Etat, rebaptisée **Power Holding Company of Nigeria (PHCN)** en 2005, en vue de sa privatisation, suivie d'une multiplication de projets publics/privés puis privés de construction de centrales électriques au gaz naturel, la situation reste confuse et chaotique dans le secteur électrique. Les intentions sont affichées depuis longtemps mais les réalisations tardent à se matérialiser. Dans une publication de 2006, la **National Union of Electricity Employees (NUEE)**, le principal syndicat du secteur, révélait que seuls 30% des Nigériens étaient raccordés au réseau électrique en 2006.

Aux termes de la loi de 2005, le secteur de l'électricité au Nigeria est toujours contrôlé par la compagnie publique PHCN. Mais cette dernière a été décomposée en 18 filiales autonomes en vue de leur privatisation. La structure actuelle de la PHCN, suite à la réforme de 2005, est encore aujourd'hui la même: sept sociétés de production ou Gencos (generation companies), dont trois centrales hydroélectriques et quatre centrales thermiques; 11 sociétés de distribution ou Discos (distribution companies) couvrant l'ensemble du territoire nigérian. La société de transport, la **Transmission Company of Nigeria (TCN)**, figure à part, tant il est évident d'entrée que les privatisations ont peu de chance de la concerner.

Malgré les multiples promesses faites, les nombreux projets annoncés et, souvent, même lorsqu'ils sont réalisés, la production effective d'électricité reste instable et très variable. Les coupures de courant peuvent durer plusieurs jours dans certaines régions. Ceci se traduit bien sûr par des importations croissantes de diesel pour alimenter les dizaines de millions de générateurs du pays et, donc, par des surcoûts importants pour toutes les activités économiques du pays. Ce contexte nuit à la compétitivité des éventuelles productions locales orientées vers l'exportation et il est bien sûr difficile de sortir de la "malédiction pétrolière" avec plus de 90% des recettes d'exportation du pays générées par le pétrole. Malgré **450 000 b/j** de capacités installées de **raffinage**, le Nigeria n'en utilise réellement au mieux qu'entre 30% et 40% et pour produire davantage d'essence que de diesel.

Quant aux investissements réalisés dans le secteur électrique depuis 1999, bien des chiffres circulent. Un rapport parlementaire de 2008/2009 parlait de \$16 milliards prévus pour la période entre 1999 et 2007, dont "seulement" \$13 milliards disponibles auraient été effectivement dépensés sur cette période. Pourtant, en 2009, la production électrique nigériane avait baissé par rapport à 1999. Les attaques du MEND dans le delta n'étaient toutefois qu'en partie

responsables de ce fiasco énergétique. Des centrales électriques au gaz naturel ont été construites à partir de 2005, mais parfois sans projet d'approvisionnement gazier véritablement finalisé. Mieux, on inaugurerait parfois en grande pompe des centrales incapables de fonctionner. Les compagnies pétrolières étrangères partenaires de la NNPC ont bien tenté, les unes après les autres, de participer, via différents projets personnels, à cet effort national. Mais, souvent, il était impossible de parvenir à un accord sur le prix des livraisons de gaz ou bien sur la disponibilité des gazoducs, ceci conduisant parfois à des litiges entre la NNPC et ses partenaires. Dans ce contexte, il convient aussi de rappeler que la compagnie nationale d'électricité (PHCN), elle-même, ne réglait pas toujours la totalité de ses livraisons de gaz à la **Nigerian Gas Company**, la compagnie nationale nigériane du gaz, filiale de la NNPC.

**Une part significative des revenus
provenant du surplus pétrolier a financé
à partir de 2005 le développement
du secteur électrique**

Pour mieux gérer le surplus de revenus pétroliers généré par la hausse des cours mondiaux du brut à partir de 2003, le gouvernement nigérien a créé en 2004 un fonds spécial appelé **Excess Crude Account (ECA)**. C'est une part significative des revenus provenant de ce fonds ECA, et donc du surplus pétrolier, qui a financé, à partir de 2005, le développement du secteur électrique nigérien via notamment les **National Independent Power Projects (NIPPs)**, projets de construction de centrales électriques au gaz naturel, financés conjointement par le gouvernement fédéral et certains Etats fédérés du sud du Nigeria, situés à proximité des gisements gaziers et désireux de disposer de leur propre centrale électrique. Des milliards de dollars ont été investis dans ces projets sans apporter d'amélioration durable de la production électrique, y compris dans ces régions. Ce sont ces nouvelles centrales qui sont aujourd'hui en tête de liste pour les privatisations.

D'après les travaux de la commission d'enquête parlementaire déjà citée, le budget global consacré par le gouvernement fédéral au secteur de l'électricité entre 1999 et 2007 se situe, selon les déclarations des personnes auditées, entre \$4 et \$16 milliards. Hors de cette commission et notamment dans les médias, certains experts n'hésitent pas à évoquer le chiffre de \$21 milliards.

Le président Obasanjo s'en tiendra lui, *“d'après ce qu'on lui aurait dit”*, à un coût de l'ordre de \$6,5 milliards, tout en précisant que ce chiffre dépend de ce que l'on intègre ou non. Le président Yar'Adua fera lui publiquement état à différentes reprises en 2008 et 2009 d'un coût de \$10 milliards, précisant également *“sans aucune amélioration notable”*...

A la base du problème, il y a depuis longtemps un prix de vente de l'électricité au consommateur final qui ne correspond même pas au prix de revient, ce dernier étant lui-même pénalisé par la mauvaise gestion, des investissements insuffisants et/ou non pertinents, assorti d'une maintenance des infrastructures de production et de transport calamiteuse. Il faut ajouter à cela de nombreux usagers qui ne règlent pas toujours leurs factures et/ou les négocient en direct avec des employés de la PHCN pas toujours très délicats et, au final, on obtient un système non viable économiquement, de la production à la consommation en passant par le transport et la distribution.

Alors que le premier projet de privatisation du secteur électrique date de 2005, l'administration Jonathan tente toujours de faire aboutir ce même projet dans une énième

mouture... Depuis lors, l'endettement de la PHCN, auprès de banques privées et pas seulement de l'Etat nigérian, estimé en 2010, à environ \$3 milliards, ne s'est pas amélioré.

Il n'est pas du tout sûr que la réforme de l'ensemble du secteur électrique, privatisations incluses, puisse aboutir durant le mandat de Goodluck Jonathan

Les hausses programmées des tarifs de l'électricité, sur plusieurs années, pourraient permettre de donner quelques perspectives aux investisseurs dans le cadre des privatisations en cours, si elles étaient maintenues. Mais les investissements dans l'ensemble du secteur, réseau de transport compris, devront rester très conséquents et, sur ce point précisément, bien des inconnues demeurent, notamment sur le rôle de l'Etat nigérian. Le retour sur investissement pour des opérateurs privés risque donc d'être bien modeste dans cet environnement national soumis par ailleurs à de très nombreux aléas de diverses natures. Localement, dans certaines zones, certains projets pourraient être à l'inverse plutôt rentables.

Au final, Jonathan devrait pouvoir bénéficier d'une relative amélioration de la situation du secteur électrique dans le pays, même si elle résulte largement de mesures initiées par ses prédécesseurs. En conservant, dès son investiture comme président par intérim en mai 2010, le portefeuille du **ministère de l'Electricité**, Jonathan a affiché sa volonté de voir aboutir ce dossier jugé parmi les plus importants. Jonathan a pour lui d'avoir compris dès 2010 que le secteur électrique était un vecteur économique indispensable au développement du pays et, accessoirement, un thème politique très porteur pour l'avenir en termes de résultats. Mais il n'est pas du tout sûr que la réforme de l'ensemble du secteur électrique, privatisations comprises, puisse aboutir, une fois de plus, durant son mandat...

